



Élections professionnelles du 1^{er} au 8 décembre 2022

Comité social d'administration de l'Insee



Liste syndicale unitaire CGT & SUD

Unité – Proximité – Indépendance

Les collectifs de travail, à l'Insee et dans la statistique publique, sont malmenés depuis de nombreuses années : réduction continue et importante des effectifs, gestion humaine qui passe par moins de protection (remise en cause des règlements intérieurs, précarisation de l'emploi public), charges de travail en augmentation, absence de maîtrise par l'Insee sur la formation de ses cadres du fait du statut des écoles (ENSAI et ENSAE).

A ce constat de long terme sont venues s'ajouter des évolutions majeures du cadre de travail, comme la généralisation du télétravail. Si ce nouveau mode d'organisation permet une souplesse d'organisation nouvelle pour les collègues il implique également d'importantes transformations des conditions de travail qui sont pour nous une préoccupation nouvelle.

Face à ces évolutions, nos représentant·e·s continuent à défendre et à prolonger les combats que nous menons afin de garantir le maintien d'un service public de qualité, de ses missions et de protéger ses agents.

Nous rappelons que un agent c'est un titulaire, un contractuel, un enquêteur, un A, un B un C. Notre combat est le même quel que soit le statut.

Nous revendiquons

Pour une statistique publique indépendante, de qualité et au service de toutes et tous :

Des moyens humains et financiers à hauteur des missions pour l'Insee et pour les services statistiques ministériels pour répondre à la demande sociale aux niveaux national, européen et local qu'elle provienne des institutions publiques officielles, d'autres acteurs de la société civile ou des particuliers ;

Le maintien et l'égalité de traitement entre tous les établissements : en métropole et dans les DOM, avec des travaux diversifiés et des postes valorisants dans tous les domaines.

L'arrêt des suppressions des postes et des recrutements précaires.

La pérennité et le renforcement des enquêtes menées auprès des ménages par un réseau d'enquêtrices et d'enquêteurs formé·es et renforcé·es dans leur statut. Nous continuerons de nous battre contre la précarité imposée aux enquêtrices et enquêteurs (laisser 6 ans en CDD avant de titulariser, imposer du temps partiel, longue attente entre deux échelons de la grille indiciaire...).

Une défense des missions de l'Insee, que ce soit la production statistique et les enquêtes, la gestion des répertoires, l'informatique et la sécurité des données, la diffusion et les études, avec un approfondissement de la dimension sociale et environnementale des travaux ;

Une production de données locales au plus près du terrain, avec des possibilités accrues d'enquêtes locales, et une politique d'études et de diffusion pour tous les usagers, indépendamment des intérêts privés ;

Une politique de formation et de recherche pluraliste et de qualité et le rétablissement de liens étroits avec le Genes.

Pour la défense des droits et garanties collectives des agents :

Le respect de la santé et des conditions de travail des agents par la prévention des risques organisationnels en amont de chaque projet, l'arrêt des restructurations permanentes, une gestion des personnels respectueuse de chacune et chacun, une formation ouverte à chacun·e, des bâtiments en bon état et résilients partout, notamment sans amiante, sans « flex-office », avec des surfaces de bureaux suffisantes et une température adaptée ;

Le télétravail ne doit pas être – comme c'est déjà le cas ici ou là en matière bâtementaire – un prétexte pour imposer des régressions sur les conditions de travail. Nous veillerons à ce que le télétravail demeure un choix et qu'il ne puisse pas être imposé. Nous défendrons aussi bien les télétravailleurs que les agents en présentiel ;

L'amélioration des carrières et rémunérations des agents, titulaires et contractuels, par l'augmentation des taux de promotion sur des critères transparents , la revalorisation du point d'indice et non des primes individualisées, une réelle refonte des grilles indiciaires, la défense du statut des fonctionnaires et la pérennisation des contrats et quotités des non titulaires la titularisation des contractuels qui le souhaitent ; nous défendons une réduction de l'échelle des salaires ;

L'arrêt de toutes les discriminations, notamment par la mise en place d'une réelle politique d'égalité professionnelle entre femmes et hommes et l'insertion des agents en situation de handicap, ainsi qu'une politique positive permettant de ne pas recruter que dans un milieu social homogène

Alors que la suppression des CAP a permis à la direction de l'Insee de faire ce qu'elle veut à la « tête du client » nous persistons à demander des éléments transparents obligeant la direction à respecter des critères objectifs.

Le droit à la déconnexion pour les agents en télétravail et en présentiel ; des recrutements pour éviter les écrêtages ; de bonnes conditions de travail en télétravail comme en présentiel.

Votez pour nos candidat·e·s, syndiqué·e·s ou non, qui défendent des principes clairs !

- ★ **La proximité** : des élu·e·s proches de vos préoccupations et travaillant avec vous ;
- ★ **L'unité syndicale** : dans l'intérêt du personnel, face à la direction ;
- ★ **L'indépendance** : pour une statistique publique forte, capable de remplir pleinement ses missions de service public, indépendante du pouvoir politique et économique. .

CGT & SUD : nos principes communs

*Nos deux syndicats partagent une conception d'un **syndicalisme démocratique de proximité et de lutte** pour la transformation sociale fondé sur la **solidarité**, la **démocratie**, le **rassemblement** et l'**ouverture sur la société**. Un syndicat qui aide à construire des collectifs revendicatifs et combatifs. Nous refusons de privilégier une catégorie au détriment d'une autre, nous défendons tous les agents.*

*Nous **construisons des revendications** en associant celles et ceux qui le souhaitent : heures mensuelles d'information (HMI), assemblées générales (AG), pétitions... En informant par des comptes rendus de réunion.*

*Nous concevons les instances de représentation des personnels comme des **espaces d'intervention et de mobilisation**, et non uniquement comme des lieux de concertation. La participation à ces instances ne constitue pas l'alpha et l'oméga de notre action syndicale, nous pensons que seul la lutte collective, le rapport de force permet de gagner.*

*Nous recherchons l'**unité syndicale** chaque fois que cela est possible que ce soit au sein de l'Insee ou de la Statistique publique.*

***Au-delà de l'Insee**, nous nous engageons dans toutes les causes et mobilisations qui nous semblent justes. Nous poursuivrons la mobilisation payante engagée en 2019 contre la réforme des retraites. Nous affirmons notre solidarité avec les luttes de salarié·e·s, retraité·e·s, chômeurs/chômeuses, précaires et avec les mouvements de défense des libertés individuelles et des droits des personnes. Nous soutenons les personnes réfugiées ayant dû quitter leur pays pour cause de conflit, de misère. Nous dénonçons et nous nous opposons résolument à toute forme d'expression et de discrimination raciste, sexiste, homophobe, validiste ou basée sur des origines, des choix de vie ou des situations réels ou supposés*

A l'heure des catastrophes environnementales et de la crise énergétique nous militons pour une répartition des richesses permettant une économie solidaire et respectueuse de l'environnement.